



L'agenda pour le développement durable DE L'INSPIRATION À L'ACTION

SYNTHÈSE

06

Septembre 2015

Les ODD ont une chance d'avoir dès à présent un impact. Avant même d'être soumis à l'Assemblée générale des Nations Unies, la classe politique, les décideurs politiques, la société civile, les entreprises et les médias ont accueilli favorablement le nouveau programme pour le développement durable.

Il faut en effet se féliciter de ce nouvel agenda. C'est une réponse aux inégalités sociales, économiques, politiques et environnementales explosives et aux forces destructrices du dérèglement climatique auxquelles nous sommes confrontés aujourd'hui. Il tient compte de l'urgence d'investir dans le secteur social selon un plan beaucoup plus stratégique et global pour venir à bout des immenses défis que représentent la pauvreté, la faim et l'exclusion sociale. Il pourrait prélude à des politiques écosociales – répondant aux impératifs à la fois socioéconomiques et environnementaux – et apporter finalement une vraie transformation en termes de bien-être pour les populations et de développement solidaire.

Et maintenant, que faire? Passer de l'inspiration à l'action

Que faut-il faire maintenant pour que cet agenda puisse tenir sa promesse de transformation? Quelles politiques pourraient aboutir à la justice sociale, économique et environnementale? Que faire pour que tous les droits de l'homme—promis depuis la Déclaration universelle des droits de l'homme—soient réalisés rapidement et *pour tous*?

S'appuyant sur de vastes recherches et sur l'analyse critique des expériences de divers pays et de différents choix politiques, l'UNRISD recense dix domaines qui doivent donner lieu d'urgence à une action coordonnée.

1. Des politiques sociales universelles, fondées sur les droits. La politique sociale détermine la portée et la qualité des services publics—tels que la santé, l'éducation, l'accès aux réseaux de communication, aux systèmes d'assainissement et d'alimentation en eau et en énergie et la sécurité des espaces publics—et décide qui en bénéficie. La plupart des États providence qui sont prospères et cohésifs le doivent à un système social universel. C'est la base d'un contrat social qu'il faut d'urgence reconsolider.

2. Une approche intégrée des politiques. La politique sociale, au sens étroit de fourniture des services publics, doit être associée à des politiques macroéconomiques, de l'environnement, des revenus, du marché du travail et d'augmentation de la productivité. Un travail décent et un revenu minimum garanti, encouragés dans les seuils minimaux de protection sociale, sont des droits auxquels chacun peut prétendre et des éléments centraux de la dignité humaine. Il est donc vital de reconnaître, réduire et redistribuer les soins aux personnes non rémunérées et les travaux domestiques qui incombent de manière disproportionnée aux femmes et aux filles.

3. Des emplois et des modes de production et de consommation durables—conçus pour contenir le réchauffement planétaire, maintenir la biodiversité, et en accord avec la capacité de charge de la planète. Le dérèglement climatique affecte tout le monde mais ce sont les groupes et les pays les plus défavorisés qui en subissent le plus les conséquences. Les politiques publiques doivent donc être écosociales.

4. Un rôle revisité pour l'État et le secteur public. Un programme fondé sur les droits oblige finalement

les États à assumer la responsabilité première de tenir les promesses du nouvel agenda. Les États sont les seules institutions comptables devant les citoyens et les résidents et responsables de la disponibilité et de la qualité des services publics et de la réalisation et de la protection des droits de l'homme. C'est aussi le rôle des gouvernements et des institutions publiques de réglementer le secteur privé pour en accroître la capacité de financement, d'investissement et d'innovation et lui permettre de contribuer à un développement productif et d'offrir des emplois décents.

5. Un nouveau contrat fiscal. Dans le Programme d'action d'Addis-Abeba sur le financement du développement, les États membres s'engagent à renforcer la mobilisation des ressources publiques intérieures, soit les taxes et impôts, les contributions sociales, les revenus des industries d'extraction et d'autres instruments novateurs comme des mesures énergiques de lutte contre l'évasion fiscale. Ce contrat fiscal doit aussi internaliser les coûts environnementaux et sociaux de la production et de la consommation, et permettre en même temps une redistribution progressive des revenus.

6. Un renversement de la logique économique. Nous sommes tous menacés par les inégalités et les bouleversements économiques, sociaux et environnementaux sans précédent auxquels nous assistons actuellement; d'où l'appel à un programme qui soit universellement applicable. Ces problèmes résultent de la subordination des considérations sociales et environnementales à une logique économique réduite aux impératifs de croissance, de profit et de compétitivité. La prise de décision doit s'affranchir de cette hiérarchie normative afin que le premier souci des politiques soit d'obtenir des résultats durables et justes d'un point de vue social et environnemental. De nouvelles pratiques et démarches font leur apparition: l'économie sociale et solidaire (ESS) a des objectifs sociaux explicites et souvent environnementaux, et obéit à des principes de coopération, d'autogestion démocratique et à une réflexion nouvelle sur l'utilisation du temps. Il convient d'encourager de telles initiatives et solutions de rechange afin qu'elles se multiplient. Par ailleurs, des États mènent une action délibérée pour retrouver la maîtrise des marchés et tourner le dos à une austérité excessive et se fient moins à la croissance du PIB pour axer plutôt leurs efforts sur une redistribution



des revenus et sur la mise en place de nouvelles structures privilégiant l'emploi et la raison écologique.

7. Un programme politique cohérent et consensuel.

Les 17 ODD sont conçus comme un tout cohérent et indivisible. Cependant, étant donné l'ampleur des divisions sur les sujets sociaux et écologiques, le pari d'intégrer tous les objectifs et sous-objectifs et de concilier les impératifs sociaux, économiques et environnementaux, comme de trouver un juste équilibre entre la croissance économique, le travail décent et l'emploi et la viabilité écologique, sera difficile à tenir. Il y a aussi le risque que des pays sélectionnent les ODD les plus accessibles, ceux dont il est facile de suivre la réalisation, qui demandent peu d'efforts ou ne remettent pas en cause le statu quo mais permettent à de puissantes élites de récolter des bénéfices immédiats. La politique nationale doit donc laisser des pouvoirs aux parlements national et locaux, aux partenaires sociaux et à la société civile et permettre un débat et des compromis entre des groupes aux intérêts divergents.

8. Des citoyens actifs et une participation réelle

sont la garantie d'un gouvernement comptable devant les citoyens et les résidents. Certains acteurs de la société civile tirent de leur participation à la négociation du nouvel agenda un certain optimisme qui les incite à penser que cette expérience va se répercuter sur les processus nationaux; en revanche, les possibilités de participation seront réduites à néant si l'oppression qui pèse sur la société civile dans de nombreux pays s'aggrave. La transformation des processus et des résultats passe par une participation réelle, qui à son tour suppose un système politique démocratique et une large mobilisation sociale, gages de politiques adaptées au contexte local et tenant compte des capacités, des aspirations et des droits des populations.

9. Paix et sécurité. Des sociétés déchirées par la violence, des troubles ou une guerre civile ne peuvent pas tenir les promesses d'un programme de transformation. La cohésion et la paix sociales, le respect de tous les droits de l'homme et l'accès à la justice sont des conditions non négociables du développement durable. Les gouvernements doivent être fondés sur les droits, démocratiques, attentifs à n'exclure aucune fraction de la population ni aucun courant politique, et sensibles au fait que les changements climatiques affectent démesurément les défavorisés. Des politiques sociales universelles peuvent favoriser une plus grande cohésion sociale et réduire les risques de conflit à l'intérieur de la société par le biais d'un contrat social faisant la part belle à la solidarité et au partage des responsabilités entre hommes et femmes, entre les générations, ainsi qu'entre nationaux et résidents, y compris les migrants et les réfugiés.

10. Une gouvernance mondiale et une redistribution internationale ayant pour but la justice sociale, économique et environnementale. Les ODD ne peuvent rien transformer s'ils ne corrigent pas

les déséquilibres des forces et de la gouvernance économique mondiale. Les systèmes actuellement en place dans les domaines du commerce international, du financement et des investissements vont à l'encontre de l'égalité économique et de la justice sociale et environnementale. Là aussi, il faut un renversement radical de la hiérarchie normative. Les ODD ne transformeront rien non plus sans une redistribution mondiale des revenus et des richesses. Les pays riches ont l'obligation historique et morale de fournir au monde les fonds publics, sous la forme de l'APD par exemple, nécessaires au financement ou au cofinancement de biens publics mondiaux tels que la mise en œuvre de mesures politiques propres à promouvoir un développement durable et solidaire au niveau national.

Arguments pour une refonte fondamentale

L'Agenda pour le développement durable est explicite quant à la nécessité de changer les modes de production et de consommation. Mais, lors de sa mise en œuvre, il faudra s'attaquer carrément aux inégalités des rapports de force, notamment aux inégalités liées au genre, à l'ethnie, à l'âge et aux autres formes d'exclusion, et agir sur les facteurs qui sont à l'origine de l'exclusion, de l'inégalité et de la dégradation de l'environnement. Pour que les ODD soient mis en œuvre avec succès, il nous faudra repenser complètement nos logiques politiques, économiques et environnementales à l'échelle mondiale.

Les ODD ont une chance d'avoir dès à présent un impact—mais seulement si la société civile saisit l'occasion qui s'offre de réclamer des changements structurels; si les milieux universitaires se montrent à la hauteur des enjeux et proposent des idées constructives de transformation; et si le secteur privé, les gouvernements et la communauté internationale cessent d'agir comme si de rien n'était.

À propos de l'UNRISD

L'UNRISD a pour mandat d'étudier d'autres approches possibles du développement social, d'analyser des modèles et des options politiques divers et d'évaluer l'incidence des politiques sur différents groupes sociaux.

PRINCIPALES PUBLICATIONS

Combattre la pauvreté et l'inégalité: Changement structurel, politique sociale et conditions politiques (Vue d'ensemble). 2010. UNRISD: Genève

UNRISD Classics. Trois volumes rassemblant les recherches les plus marquantes et les plus novatrices de l'UNRISD, préfacées par de nouveaux textes qui en démontrent la pertinence dans les débats actuels sur le développement. www.unrisd.org/classics

Synthèses de l'UNRISD sur les recherches et politiques: les conclusions des recherches et leur analyse sous une forme abrégée. www.unrisd.org/publications/briefs

NOUVEAU RAPPORT PHARE: *Policy Innovations for Transformative Social Change*. À paraître en 2016. Des faits établis de manière scientifique pour aider les décideurs politiques et d'autres acteurs à concevoir et à mettre en place les institutions et politiques cohérentes et synergiques nécessaires à la réalisation des ODD.

L'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social (UNRISD) est un institut autonome au sein du système des Nations Unies qui se livre à des recherches pluridisciplinaires sur les dimensions sociales des questions actuelles de développement, et qui analyse les politiques menées sur ces sujets.

Nous nous employons à faire en sorte que l'équité, l'intégration et la justice sociales soient au centre de la réflexion sur le développement, des politiques et de la pratique en la matière.

UNRISD remercie ses bailleurs de fonds pour leur soutien financier au budget institutionnel et aux projets spécifiques. Consulter www.unrisd.org/funding. Notre travail n'aurait pas été possible sans leur soutien.



www.unrisd.org

Palais des Nations
1211 Genève 10
Suisse
info@unrisd.org



UNRISD

Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social

À propos de cette synthèse

Les synthèses publiées par l'UNRISD dans cette série présentent les conclusions et analyses de recherches et apportent ainsi matière au débat sur le programme de développement qui devra succéder aux OMD. Elles mettent en lumière des informations clés sous une forme concise et renvoient à d'autres lectures qui devraient aider décideurs politiques, militants et universitaires à approfondir le sujet.

Cette synthèse a été établie par Katja Hujo et Gabriele Koehler.

Copyright © UNRISD. De brefs extraits de cette publication peuvent être reproduits en l'état sans autorisation, à condition d'en indiquer la source. Pour obtenir les droits de reproduction ou de traduction, adresser sa demande à l'UNRISD.

ISSN 2412-2513 – Téléchargez cette publication gratuitement à partir du site www.unrisd.org/b2015_6f.

Crédit photo: Texture # 34 par Lucie (Creative Commons BY 2.0 via Flickr)